

## Table des matières

- L'Editorial du Président de l'AURDIP p 1
- BRICUP and AURDIP Delegation to Brussels, July 13<sup>th</sup> 2011 : Requirements for a new Common Strategic Framework for the future of EU Research and Innovation Funding. p 3
- A Nancy, ce qui en est réellement de la coopération entre l'université Henri Poincaré et le Technion p 8

\*\*\*\*

## L'Editorial du Président de l'AURDIP

Cette année en France aura indubitablement été l'année Hessel. Par deux fois l'ancien de la France Libre est arrivé à briser le mur du silence qui étouffe tout débat sur la Palestine aussi sûrement que le mur d'apartheid enferme les Palestiniens dans leurs bantoustans. Il y a eu l'annulation au dernier moment, par la directrice de l'ENS, d'un débat public organisé par des élèves et des enseignants de l'École (dont plusieurs membres de l'AURDIP), et qu'elle avait préalablement autorisé. Le CRIF, sur son site internet, s'est attribué le "mérite" de cette annulation et a publiquement remercié un certain nombre de personnalités pour leur intervention, dont Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur. Ce n'est pas la première fois qu'une université ou une grande école refuse à ses propres étudiants et enseignants une salle pour un débat sur la Palestine, mais cette fois, la personnalité de Stéphane Hessel, autorité morale incontestée et ancien élève de l'ENS, la réputation de celle-ci comme haut lieu de la pensée critique et indépendante, la soudaineté d'une décision prise par la directrice au dernier moment, sans qu'aucun

élément nouveau ne soit intervenu en interne et au mépris de toutes les traditions de l'École, ont fait remonter le scandale sur la place publique. Au jour dit, en dépit d'un froid de canard et au milieu des voitures de police, il y avait plus de monde (et plus de journalistes) sur la place du Panthéon qu'il n'y en aurait eu dans la salle Jules Ferry de l'ENS. C'était également l'occasion de compter les politiques qui avaient le courage de protester contre la censure: le Parti Communiste, le Front de gauche, le NPA, la LCR, le Parti Socialiste (par Elisabeth Guigou, qui est intervenue à la tribune), les Verts, avec Cécile Duflot, les gaullistes, avec Daniel Garrigue.

Quant à "Indignez-vous", ce petit pamphlet a véritablement touché une corde sensible chez plus d'un million de personnes. La question qu'il pose fait le titre d'un conte de Tolstoï: "Qu'est-ce qui fait vivre les hommes?" La réponse de Stéphane Hessel, l'indignation, plonge ses racines très loin. On songe, par exemple, à l'un des épisodes les plus célèbres des évangiles, passé depuis dans le langage courant. Jésus, montant au Temple pour prier, le trouva rempli de marchands et de changeurs, qui y faisaient affaire avec les pèlerins; pris de fureur, il renversa les tables et perturba le commerce, comme un vulgaire militant BDS faisant du scandale dans un supermarché. Ce passage n'a guère vieilli: on y retrouve l'instrumentalisation de la religion pour couvrir des affaires sordides, l'indignation citoyenne devant la complicité des autorités, et finalement la réaction de celles-ci qui vont mettre en branle l'appareil judiciaire pour mettre le perturbateur hors d'état de nuire. Dans d'autres traditions, "Indignez-vous" éveillera d'autres échos, mais jamais il ne sera une complète nouveauté: le cri de ralliement contre l'injustice, contre ce qui porte atteinte à la dignité humaine, nous arrive du fond des âges.

Tous ceux qui sont allés dans les territoires occupés, en Cisjordanie ou à Gaza, ont bien ressenti cette indignation: il suffit de passer un checkpoint, de voir les humiliations auxquelles sont soumises les Palestiniens pendant que les voitures à plaque jaune passent sans même s'arrêter, pour qu'elle jaillisse. Mais il n'est même plus besoin d'y aller: après quarante-quatre ans d'occupation militaire, la situation est devenue telle que la moindre information qui filtre suscite l'indignation. C'est pourquoi la censure s'exerce en France, et qu'on nous empêche, autant que possible, de faire savoir ce qui se passe. Mais certains événements sont impossibles à cacher. La construction du mur, la confiscation des terres et l'emprisonnement des militants peuvent être menés assez discrètement pour ne pas atteindre le seuil où les médias considèrent que l'information vaut d'être publiée, mais l'invasion de Gaza en janvier 2009, et l'agression de la flotille de secours en mai 2010 ne peuvent guère être dissimulés. Dans ces conditions l'action en faveur des Palestiniens consiste avant tout à faire connaître leur sort par des actions spectaculaires, des actions que les médias ne peuvent pas négliger, quitte à prendre de grands risques personnels, militants BDS qui vont en correctionnelle, ou passagers de la flotille pour Gaza qui risquent tout simplement leur vie.

C'est qu'il ne suffit pas de fulminer intérieurement, pour se libérer de son indignation. Il faut pouvoir l'exprimer, et si possible de manière efficace. L'accord de coopération entre l'Union Européenne et Israël, par exemple, prévoit des sanctions pour le cas où le gouvernement israélien ne respecterait pas les droits des populations occupées. L'AURDIP et le BRICUP sont allés le 13 juillet à Bruxelles pour rencontrer des représentants de la Commission et des députés européens, auxquels ils ont présenté un dossier que vous trouverez dans cette même newsletter, et pour leur rappeler leurs obligations morales et légales vis-à-vis du peuple palestinien. Quelle que soit la sympathie que nous avons pu rencontrer chez nos interlocuteurs, ceux-ci ont les mains liées par les gouvernements européens, notamment le gouvernement français, qui témoigne d'une honteuse partialité. Hier encore, le représentant consulaire de la France à Gaza était blessé, chez lui, ainsi que sa famille, par un bombardement israélien, sans susciter d'autre réaction qu'une vague réprobation.

Le mouvement BDS est né de l'indignation des citoyens devant la carence de leur gouvernement: ils font à titre individuel ce que l'état devait faire en leur nom. Le principe du boycott, qui est maintenant bien accepté

dans d'autres pays, comme la Grande-Bretagne ou la Norvège, reste combattu en France, où le gouvernement s'efforce par tous les moyens d'inquiéter les militants du BDS, sans même reculer devant le mensonge: ans même reculer devant le mensonge: n'a-t-on pas entendu le Premier Ministre, et même une ministre de l'intérieur, la très respectée Madame Alliot-Marie, condamner un "boycott des produits kasher" dont personne, jamais, n'avait entendu parler ? Le boycott académique et culturel est moins directement concerné que le boycott économique, mais l'AURDIP s'inquiète de ce qui est de toute évidence une atteinte supplémentaire aux libertés individuelles. Toute cette année, nous avons eu de grandes difficultés pour nous faire entendre: chaque fois que nous avons voulu organiser, ou même participer à une réunion publique dans une université, comme c'est visiblement notre mandat, nous nous sommes heurtés à un refus de la part de la direction, ou même à une acceptation préalable suivie d'un refus, les responsables nous laissant entendre qu'ils avaient subi des pressions de la part de leur propre tutelle. Il s'agit là de censure, d'autant plus pernicieuse qu'elle est cachée. On veut bien parler de la Palestine *in abstracto*, quand elle rentre à l'UNESCO ou qu'elle essaie de rentrer aux Nations Unies, mais on ne veut pas parler du vécu quotidien des Palestiniens, enfermés, emprisonnés, déshumanisés

par une occupation qui perfectionne tous les jours ses moyens d'action.

Nous sommes les premières victimes de cette censure: dans tous les pays du monde, sauf en Israël, les citoyens sont beaucoup plus favorables aux Palestiniens que les gouvernements, mais en empêchant tout débat sérieux sur la question, on évite qu'il se constitue une véritable opinion publique, si bien que chacun de nous peut se croire minoritaire alors qu'il fait partie d'une majorité muselée. C'est alors qu'arrive le livre de Stéphane Hessel, qui fait tomber les murs et nous révèle les uns aux autres. Merci.

*Texte modifié le 30/11/12, le texte précédent mentionnant uniquement les Verts et les gaullistes parmi les partis politiques présents. Je regrette cet oubli involontaire, et je remercie les lecteurs qui m'ont rafraîchi la mémoire.*

**Ivar Ekeland** est professeur à l'University of British Columbia, Vancouver et Président de l'AURDIP

\*\*\*\*

## **BRICUP and AURDIP Delegation to Brussels, July 13<sup>th</sup> 2011 : Requirements for a new Common Strategic Framework for the future of EU Research and Innovation Funding.**

Israel is a state that denies the Palestinian people their rights under international and humanitarian law, and commits daily acts of violent oppression against innocent civilians. It is therefore of deep concern to the **British Committee for the Universities of Palestine (BRICUP)**, to the **Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)** and a growing number of other civil society organizations throughout Europe, that the EU has developed an intimate relationship with Israel in the area of research and innovation through a number of EU programmes which have delivered millions of euros from the EU taxpayer into Israeli universities, companies and other institutions that are deeply complicit in developing instruments of oppression of the Palestinian people.

### **The European Union is bound by**

- Its founding principles of liberty, democracy, respect for human rights and fundamental freedoms, and the rule of law’.
- The Lisbon Treaty, and other treaty commitments, which oblige the EU to promote the rule of international law
- The International Court of Justice which, in 2004, held that international law places obligations on third parties not to render assistance to the maintenance of unlawful acts
- The EU’s own research guidelines, which stipulate that projects must meet fundamental ethical principles and, specifically, the rules of its Framework 7 research programme, which exclude proposals that ‘contravene fundamental ethical principles.’
- The terms of the EU-Israel Association Agreement, Article 2 of which states that human rights and democratic principles constitute an **essential element** of the Agreement.

**These obligations supersede all other considerations, even in the absence of any internationally agreed formal legal sanctions.**

Nevertheless, a wide range of Framework 7 projects involve, either the development of new weapons, surveillance and other systems of human rights abuses and other criminal acts directly, or the further development of technology that has been specifically developed in order to facilitate violations of international law. (see Appendix 1 and 2 below)

**The European Union continually seeks to attract greater respect, and greater interest and involvement of its citizens and civil society in its research and innovation activities, but this will not occur as long as it fails to adhere to the basic principles on which it was founded. This willingness to exempt Israel from the human rights obligations demanded of other countries is also bringing the EU into increasing disrepute with civil society internationally, thereby reducing its ability to influence world events.**

The EU must therefore set up robust mechanisms for ensuring that all supported organizations respect human rights, and are not complicit in human rights abuses. The new Framework under discussion must therefore include effective safeguards to exclude any projects involving military research, and specifically the development of new weapons, surveillance and other systems used for human rights abuses and other criminal acts. The EU should develop guidelines and performance indicators which will ensure that EU taxpayer’s money does not find its way to organizations complicit in human rights abuses and international law violations. **Strict criteria must be applied to the companies and institutions themselves, and not simply to the projects they participate in (see Appendix 2 below).** Only then, can European civil society be sure that EU tax revenue is not being diverted from peaceful objectives to the development of weapons and surveillance techniques for use against innocent civilians.

At present such mechanisms are, either lacking, or are widely abused. In the case of Israel, the current EU policy is to turn a blind eye to transparent abuses.

This must change. **The EU must not allow its research funds to be used to subsidize the unlawful occupation of the Palestinian territories and the imprisonment of civilian populations. If world class excellence is to be pursued, it must not be at the expense of the EU's founding principles of human rights and democracy, respect for international law and the EU's reputation around the world.**

**Signed on behalf of BRICUP** ( [www.bricup.org.uk](http://www.bricup.org.uk)) by Professor David Pegg, Biology Department, University of York; Professor Jonathan Rosenhead, Department of Management, London School of Economics; Dr Monica Wusteman, Department of Biology , University of York (retired).

**On behalf of AURDIP** ([www.aurdip.fr](http://www.aurdip.fr)) by Professor Ivar Ekelund , CEREMADE and Institut de Finance, Université Paris-Dauphine

\*\*\*\*

## **Appendix I**

### **Israeli participants in FP7 complicit with violations of international law**

#### **1. Elbit Systems**

Elbit Systems is an Israeli arms company that is involved in the construction of Israel's illegal Wall and the supply of equipment and weapons to the Israeli military. According to research compiled by the Norwegian government, Elbit Systems "supplies an electronic surveillance system called 'Torch' for the separation barrier. Torch is designed to detect persons attempting to cross the barrier and to provide this information to the staff who guard it". The system was designed and is manufactured specifically for use on the Wall (1). Subsidiaries, Elbit Electro-Optics and Elbit Security Systems, supply additional equipment for the Wall (2). A Norwegian government report states that the involvement in Elbit Systems in the Wall is likely to be on-going and that "it must be presumed that the company will be involved...after the construction of the barrier has been completed"(3). In addition, Hermes Unmanned Aerial Vehicles (UAVs) supplied by Elbit Systems were used to attack civilians during the 2008-09 attack on Gaza. These were described by Human Rights Watch as indiscriminate and

disproportionate in such a way that renders them violations of international humanitarian law. The attacks killed 29 civilians, eight of them children (4)

In 2004, the International Court of Justice ruled the Wall to be illegal. Elbit Systems has developed and supplies a surveillance system specifically for use in the Wall and is therefore complicit with this unlawful act. The ICJ ruling also stated that "all States are under an obligation not to recognize the illegal situation resulting from the construction of the wall and not to render aid or assistance in maintaining the situation created by such construction"(5). By supplying the Israeli military with UAVs used in violations of international law, Elbit Systems is also complicit with that violation.

*Elbit Systems participates in 4 FP7 projects (6).*

#### **2. Israel Aerospace Industries**

Like Elbit Systems, Israel Aerospace Industries (IAI) provides equipment used in Israel's illegal Wall and supplied drones to Israel that were used in attacks against civilians during the 2008-09 attack on Gaza. IAI's subsidiary provides observation systems for the Wall.(7) IAI's Heron UAV systems were used in the attacks on civilians condemned by Human Rights Watch as being in violation of international law (8). As with Elbit Systems, IAI is complicit with Israeli violations of international law relating to the construction of the Wall and the targeting of civilians during the 2008-09 attack on Gaza.

*IAI participates in 14 FP7 projects (9).*

#### **3. Ahava Dead Sea Laboratories**

Ahava Dead Sea Laboratories is a cosmetics manufacturer and retailer partially owned by three illegal settlements in occupied Palestinian territory. The company factory and Visitors Centre are both located in the illegal Israeli settlement of Mitzpe Shalem in the occupied Palestinian West Bank (10). In May 2011, Israeli organisation Coalition of Women for Peace uncovered evidence showing that, in 2004, Ahava was

given a license for excavating minerals by the Israeli Civil Administration, which is the representative of the Israeli government in the occupied West Bank, and that the excavation site on the occupied shores of the Palestinian section of the Dead Sea is currently active (11).

Israeli settlements in occupied Palestinian territory are recognised by the European Union as illegal according to international law (12). Under the Statute of the International Criminal Court, “the transfer, directly or indirectly, by the Occupying Power of parts of its own civilian population into the territory it occupies” constitutes a war crime in international armed conflicts” (13). Experts in international law argue that corporations that have relations with a settlement of a type of conduct that “abets or [...] assists” the continued existence of a settlement are complicit with the violation of international law.(14) In addition, Ahava is involved in the direct appropriation of natural resources from occupied Palestinian territory. This is prohibited by Articles 53 and 147 of the Fourth Geneva Convention and Articles 52 and 53 of the Hague regulations (15).

#### ***Ahava participates in 3 FP7 projects (16)***

##### **Motorola Israel**

Israeli settlements on occupied Palestinian territory are illegal under international law and companies that provide assistance to their continued existence are complicit with this violation of international law. Motorola Israel is involved in several different aspects of the Israeli occupation of Palestine and of the population transfer of Israeli citizens into Palestinian territory. It also provides equipment to the Israeli military. Motorola has created at least four surveillance systems used in at least twenty illegal Jewish-only settlements and military camps throughout the occupied West Bank (17). In addition, until 2009, Motorola Israel was Israel’s leading company in the design and manufacture of electronic fuses for aircraft bombs and guided munitions, including those used against civilians during the 2008-09 assault on Gaza (18). Provision of equipment to the Israeli military led a UN fact finding mission into the this assault to implicate Motorola Israel in the war crimes reported to have taken place then (19).

#### ***Motorola Israel participates in 2 FP7 projects (20)***

##### **4. Hebrew University of Jerusalem**

One of the Hebrew University’s campuses has expanded on to confiscated land in occupied Palestinian territory. Some of the university owned student quarters are located in a settlement neighbourhood of occupied Palestinian East Jerusalem (21). In addition, the Hebrew University maintains close ties with the Israeli military. All Israeli military colleges and training facilities are under the academic auspices and responsibility of the Hebrew University. The university trains soldiers in the sciences and technology and hosts a military base on its campus (22).

The Hebrew University is directly involved in the transfer of civilians into occupied territory which, as described above, is a violation of international law amounting to a war crime. In addition, through its deep links with the Israeli military, the university is directly complicit with violations of international law and abuses of human rights, including those that took place during the 2008-09 assault on Gaza.

#### ***The Hebrew University of Jerusalem participates in 126 FP7 projects (23)***

##### **5. Technion – Israel Institute of Technology**

Technion is coming under increasing scrutiny from academics concerned with its involvement in and collaboration with the Israeli military and Israeli arms companies. The institute conducts a wide variety of research into technology and weapons used to oppress and attack Palestinians. For example, Technion researchers have developed special unmanned vehicles that aid the Israeli army in destroying Palestinian houses (24). The Institute also provides specially tailored courses and programs for military officials and Israeli arms company executives (25). Technion has a history of deep collaboration with Elbit Systems, including receiving research grants and opening a joint research centre (26).

House demolitions have been widely condemned by international and non-governmental organisations. Israeli demolitions of Palestinian houses breach international law which allows destruction of property

only where it a military necessity (27). By knowingly developing technology used in house demolitions, Technion is actively and directly complicit in these violations of international law. More broadly, through its deep and on-going relationship with the Israeli military and industry, Technion is complicit with the violations that they commit.

*Technion participates in 106 FP7 projects (28).*

## Appendix 2

**Projects which allow Israeli participants to develop technology that they have deployed in order to facilitate the violation of international law.**

We are deeply concerned that Israeli researchers are able to participate in FP7 research projects in order to further develop technologies that they have deployed in order to facilitate the violation of Palestinian rights and international law. The following FP7 projects illustrate this problem:-

**Open Architecture for UAV-based Surveillance Systems (OPARUS)**, received an EU subsidy of €11.88m for the development of Unmanned Aerial Vehicles, despite the fact that their use is illegal above Europe. Israeli Aerospace Industries (IAI) participates in the project. According to Human Rights Watch, armed Heron drones manufactured by IAI were involved in at least some of the deadly drone attacks on Palestinian civilians during Operation Cast Lead, which in total killed 29 civilians, eight of them children (29). The UN Goldstone Report found serious evidence of war crimes and crimes against humanity perpetrated mainly by Israel against the occupied Palestinian population in Gaza.

**IDETECT4ALL**, received an EU subsidy of €2.29m for the development of intruder detection and authentication optical sensing technology. According to the project website, the project is developing technology “to detect the presence of objects inside or in the surrounding area of restricted critical infrastructures” (30) One of the four Israeli companies in the consortium, Motorola Israel, provides very similar surveillance systems for at least twenty illegal Israeli settlements and the illegal apartheid wall (31).

## References.

1. Council on Ethics, Recommendation on the exclusion of the company Elbit Systems Ltd [http://www.regjeringen.no/pages/2236685/Elbit\\_engelsk.pdf](http://www.regjeringen.no/pages/2236685/Elbit_engelsk.pdf)
2. Coalition of Women for Peace, Elbit Systems <http://www.whoprofits.org/Company%20Info.php?id=554>
3. Ibid.
4. Precisely Wrong, Human Rights Watch <http://www.hrw.org/en/reports/2009/06/30/precisely-wrong-0>
5. Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion (9 July 2004).
6. Cordis Database [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7\\_PROJ\\_EN&QZ\\_WEBSRCH=eIbit&QM\\_PJA=&USR\\_SORT=EN\\_QVD+CHAR+DESC](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=eIbit&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC)
7. Execution Aspects, Israeli Defence Ministry <http://www.securityfence.mod.gov.il/Pages/ENG/execution.htm#2>
8. Precisely Wrong, Human Rights Watch (2009) <http://www.hrw.org/en/reports/2009/06/30/precisely-wrong-0>
9. Cordis Database [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7\\_PROJ\\_EN&QZ\\_WEBSRCH=%22Israel+Aerospace+Industries%22&QM\\_PJA=&USR\\_SORT=EN\\_QVD+CHAR+DESC](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=%22Israel+Aerospace+Industries%22&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC)
10. Ahava website <http://www.ahava.com/?CategoryID=190&ArticleID=188&SearchParam=mitzpe+shalem>  
Ahava, Coalition of Women for Peace <http://www.whoprofits.org/Company%20Info.php?id=575>
11. Ahava’s Theft of Occupied Natural Resources Finally Exposed, Codepink and Coalition of Women for Peace <http://www.commondreams.org/newswire/2011/05/18>

12. Statement by EU High Representative Catherine Ashton following the vote in the UN Security Council on the resolution on the settlements (2011) [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_Data/docs/pressdata/EN/foraff/119391.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/119391.pdf)
13. Rule 130. Transfer of Own Civilian Population into Occupied Territory, International Committee of the Red Cross [http://www.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1\\_rul\\_rule130](http://www.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_rul_rule130)
14. Findings of the London Session of the Russell Tribunal on Palestine into corporate complicity with Israeli violations of international law <http://www.russelltribunalonpalestine.com/en/wp-content/uploads/2011/01/RTOP-London-Session-Findings.pdf>
15. Ibid.
16. Cordis Database [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7\\_PROJ\\_EN&QZ\\_WEBSRCH=ahava&QM\\_PJA=&USR\\_SORT=EN\\_QVD+CHAR+DESC](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=ahava&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC)
17. Motorola, Coalition of Women for Peace <http://www.whoprofits.org/Company%20Info.php?id=544>
18. Precisely Wrong, Human Rights Watch (2009) <http://www.hrw.org/en/reports/2009/06/30/precisely-wrong-0>
19. UN mission finds evidence of war crimes by both sides in Gaza conflict, UN News Centre (2009) <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=32057>
20. Cordis Database [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7\\_PROJ\\_EN&ACTION=D&DOC=1&CAT=PROJ&QUERY=01300873d890:4fc2:2705b624&RCN=87259](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&ACTION=D&DOC=1&CAT=PROJ&QUERY=01300873d890:4fc2:2705b624&RCN=87259) [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7\\_PROJ\\_EN&ACTION=D&DOC=2&CAT=PROJ&QUERY=01300873d890:4fc2:2705b624&RCN=93727](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&ACTION=D&DOC=2&CAT=PROJ&QUERY=01300873d890:4fc2:2705b624&RCN=93727)
21. Shir Hever, Economy of the Occupation, Socioeconomic Bulletin No 23 <http://www.bdsmovement.net/files/2011/02/EOO23-24-Web.pdf>
22. Ibid.
23. Cordis Database [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7\\_PROJ\\_EN&QZ\\_WEBSRCH=%22Hebrew+University%22&QM\\_PJA=&USR\\_SORT=EN\\_QVD+CHAR+DESC](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=%22Hebrew+University%22&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC)
24. Press release, Technion [http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR\\_d-9\\_19\\_10.html](http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR_d-9_19_10.html)  
Shir Hever, Economy of the Occupation, Socioeconomic Bulletin No 23 <http://www.bdsmovement.net/files/2011/02/EOO23-24-Web.pdf>
25. <http://www.tadamon.ca/wp-content/uploads/Technion-English.pdf>
26. Ibid.
27. Article 53, Fourth Geneva Convention
28. Cordis Database [http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7\\_PROJ\\_EN&QZ\\_WEBSRCH=Technion&QM\\_PJA=&USR\\_SORT=EN\\_QVD+CHAR+DESC](http://cordis.europa.eu/fetch?CALLER=FP7_PROJ_EN&QZ_WEBSRCH=Technion&QM_PJA=&USR_SORT=EN_QVD+CHAR+DESC)  
<http://www.icrc.org/ihl.nsf/9861b8c2f0e83ed3c1256403003fb8c5/74dee157d151f7eac12563cd0051be1b?OpenDocument>
29. Precisely Wrong, Human Rights Watch (2009) <http://www.hrw.org/en/reports/2009/06/30/precisely-wrong-0>
30. iDetecT4ALL (2010) Product description <http://www.idetect4all.com/category/product>
31. Coalition of Women for Peace (2011) <http://www.whoprofits.org/Company%20Info.php?id=544>

## Sources

1- Stop the Wall – The Grassroots Palestinian Anti-Apartheid Wall Campaign – Response to the public consultation on the Commission’s Green Paper ‘From Challenge to opportunities: Towards a Common Strategic Framework for EU Research and Innovation Funding’.

2- David Cronin: Europe's Alliance with Israel, Pluto Press 2011.

\*\*\*\*

## **A Nancy, ce qui en est réellement de la coopération entre l'université Henri Poincaré et le Technion**

Le 23 juin 2010, l'Est Républicain titrait à propos des liens entre la ville de Nancy et Israël : « Un grand partenariat universitaire ». Au fil de l'article qui suivait, on apprenait que l'élément principal de ce partenariat était un accord cadre signé entre l'Université Henri Poincaré (UHP) de Nancy et l'université du Technion à Haïfa. Le 29 mars 2011, les étudiants et chercheurs de Nancy étaient conviés à une conférence donnée par Madame Muriel Touati, directrice de l'association Technion France dans les locaux de l'UHP. On pouvait penser qu'il s'agissait d'un prolongement concret de cet accord cadre.

Quand on connaît l'implication importante du Technion dans la recherche militaire (voir le rapport des universités Mc Gill et Concordia), qui constitue un soutien direct à l'occupation et à la colonisation de la Palestine, on ne peut s'étonner qu'un certain nombre d'universitaires nancéiens s'en soient émus. Plusieurs d'entre eux se sont rendus à la conférence de Madame Touati. Dans la salle, peu de monde : une dizaine de personnes, pour la plupart des responsables de recherche. Comme on pouvait s'y attendre, Madame Touati, dans sa présentation, a totalement ignoré le volet militaire de l'activité de recherche du Technion pour ne vanter que l'excellence dans d'autres domaines (dans le domaine médical notamment). Dans le débat qui a suivi, plusieurs personnes sont intervenues pour soulever les problèmes éthiques que posait le fait de coopérer avec le Technion. Le trouble a été jeté dans l'assemblée et Madame Touati a été pour le moins désarçonnée par la tournure que prenait la discussion. Elle ne s'attendait visiblement pas à cela.

Un certain nombre d'universitaires étaient bien décidés à ne pas en rester. Le 2 mai, ils écrivaient au président de l'UHP pour lui demander de mettre fin à la coopération avec le Technion (voir le texte de la lettre). Quelques semaines plus tard, ils rencontraient le vice-président aux relations internationales de l'UHP, qui leur révélait qu'il n'y avait en fait aucun accord de coopération entre l'UHP et le Technion : le texte signé lors de la visite en Israël en juin 2010 n'a aucune valeur juridique car il n'a jamais été soumis au conseil d'administration de l'université. C'est ce que confirmait

ensuite le président de l'UHP dans sa réponse écrite le 11 juillet dernier (voir la réponse du président).

La mobilisation autour de cette question aura eu un mérite : dans quelques semaines, la toute nouvelle université lorraine remplacera les 4 universités existantes dans la région ; si une de ses composantes s'avise de proposer une coopération avec le Technion, celle-ci ne passera pas comme une lettre à la poste et on peut espérer qu'elle sera rejetée par le conseil d'administration.

Le 10 septembre 2011,

**Guy Perrier**

## **Formulaire d'adhésion aux objectifs de l'AURDIP**

- NOM et prénom :
- Adresse :
- Adresse email :
- Fonction :
- Institution :
- Matière :

Merci de remplir et d'envoyer ce formulaire à l'AURDIP, CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

**Vous pouvez aussi adhérer aux objectifs de l'AURDIP ou vous inscrire sur la liste de diffusion de notre Newsletter sur notre site :**

<http://www.aurdip.org/>

### **Adhésion à l'AURDIP**

Si vous adhérez aux objectifs de l'AURDIP, vous pouvez aussi devenir membre en vous acquittant d'une cotisation de 50 Euros par virement bancaire ou par chèque (voir ci-dessous).

### **Soutien financier à l'AURDIP**

L'AURDIP a besoin de votre soutien financier. Nous avons besoin de fonds pour financer nos activités, des réunions publiques, l'impression des dépliants et de l'ensemble des dépenses de la campagne.

Vous pouvez vous acquitter de votre cotisation ou effectuer un don par virement bancaire :

Domiciliation: La banque postale, centre financier 75900 Paris cedex 15

Numéro de compte: 5593484E020

IBAN: FR58 2004 1000 0155 9348 4E02 029

BIC: PSSTFRPPPA

ou en envoyant un chèque au :

Trésorier de l'AURDIP, CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Vous recevrez un reçu qui vous permettra une déduction fiscale.

Pour plus de détails, veuillez contacter [tresorier@aurdip.fr](mailto:tresorier@aurdip.fr)

***AURDIP (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) est une organisation française d'universitaires créée en liaison avec la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israel (PACBI) et avec l'organisation britannique BRICUP.***

***Notre site web est [www.aurdip.org/](http://www.aurdip.org/)***

*Pour nous écrire [newsletter@aurdip.fr](mailto:newsletter@aurdip.fr)*